

Convention collective départementale

IDCC : **1576** | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Cher)

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

(Étendue par arrêté du 18 octobre 1990,

Journal officiel du 14 novembre 1990)

Avenant du 11 février 2020

relatif à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective
applicable au 1^{er} janvier 2020

NOR : ASET2050391M

IDCC : 1576

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Val de Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

FO ;

SM CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À la suite d'une réunion paritaire tenue le 6 février 2020, conformément à l'article 31.1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, l'organisation patronale et les organisations syndicales, sont convenues d'une garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective est applicable selon les modalités de l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher et adaptable à l'horaire de travail effectif.

Article 3

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective comprend les compensations pécuniaires pour l'ensemble des réductions de la durée du travail légale ou conventionnelle.

Article 4

En janvier 2021, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts correspondant à toute l'année 2020 et déterminé selon l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, a bien été au moins égal au montant de la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 par le présent accord. Le versement se fera dans toute la mesure du possible en janvier 2021 et au plus tard en février 2021.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties signataires s'engagent à se réunir pour négocier si le salaire minimum conventionnel fixé au niveau territorial est inférieur au Smic.

Article 6

Les partenaires sociaux pourraient se rencontrer à nouveau au cours du mois de septembre 2020 en vue d'examiner l'évolution de la situation économique et d'en tirer ensemble les conséquences éventuelles.

Article 7

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 8

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 9

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et du greffe du conseil de prud'hommes de Bourges en un exemplaire dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Blois, le 11 février 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Base 151, 67 heures.

(En euros.)

Coefficient	Administratif et technicien	Ouvrier	Maîtrise d'atelier
140	18 530	18 530	
145	18 800	18 800	
155	18 940	18 960	
170	19 140	19 160	
180	19 300		
190	19 570	19 570	
215	19 880	19 880	20 070
225	20 140		
240	20 820	21 600	22 070
255	22 070	22 910	23 440
270	23 180	24 290	
285	24 610	25 610	26 060
305	26 320		27 890
335	28 940		30 640
365	31 430		33 380
395	34 050		36 000